



Meilleurs Vœux 2011

Faire des SIG un axe majeur du marché intérieur et de la stratégie UE 2020

Le marché intérieur est l'élément central de la construction européenne, personne n'en conteste l'importance. Pourtant, comme le souligne Mario Monti dans son rapport remis à la Commission le 10 mai 2010 : "Aujourd'hui, non seulement le marché unique n'est pas aimé mais il suscite chez de nombreux européens de la méfiance, de la crainte et parfois une hostilité ouverte". Cette méfiance, voire cette hostilité, repose sur le sentiment que pour les autorités européennes seul compte le dogme de la mise en concurrence, non uniquement dans le domaine économique mais aussi dans les secteurs social, fiscal. L'UE a pourtant les moyens et la capacité pour que le marché intérieur soit organisé en faveur des citoyens et résidents européens. Elle possède sur tout son territoire des services d'intérêt général de bonne qualité dans leur ensemble. C'est un avantage concurrentiel important dans le cadre de la compétition de l'économie-monde, à condition toutefois de les valoriser plutôt que de les considérer comme un boulet ou même une maladie honteuse. L'Acte pour le marché unique met en avant plusieurs propositions qui touchent à des services d'intérêt général mais sans les inscrire dans une politique d'ensemble pro-active. Tous les SIG, qu'ils soient économiques ou non, dans tous les secteurs - transports, télécommunications, services postaux, services sociaux et protection sociale, éducation, santé, sécurité des biens et des personnes - touchent à la vie concrète des citoyens. Les SIG sont sans doute un des rares leviers que possède l'UE pour inverser le sentiment des Européens face au marché intérieur. Qu'elle s'en saisisse.

Nous proposons à la Commission européenne et à toutes les institutions de l'UE que les services d'intérêt général soient un axe majeur de la construction de ce marché intérieur et de la stratégie UE 2020.

J-C. Boual, K. Varin, P. Bauby

Services d'intérêt général

♦ **Intergroupe services publics** : Le 12 janvier 2011, l'intergroupe services publics du Parlement européen a reçu Michel Barnier, le commissaire en charge du marché intérieur, qui est venu s'exprimer sur la dimension services d'intérêt général de la communication "Vers un Acte pour le marché unique" (voir bulletin 273). Le commissaire a insisté sur le fait que ce texte est le fruit d'un travail collectif avec les autres commissaires. Il a également rappelé que les priorités seraient arrêtées en mars prochain et que, par conséquent, les lignes pouvaient encore bouger. Selon lui, des lieux comme l'intergroupe peuvent y contribuer et il l'a incité à inviter d'autres commissaires à s'exprimer sur ce sujet. Il a fortement invité les acteurs des SIG et de la société civile à intervenir dans le débat.

♦ **Services sociaux d'intérêt général : audition au Parlement européen**. Lors de l'audition publique au Parlement européen sur l'avenir des services sociaux d'intérêt général, organisée le 9 décembre 2010, par P. De Rosa membre du groupe des socialistes et démocrates (S&D) et rapporteur sur les SSI, la Commission européenne a été unanimement interpellée par les participants sur son peu d'empressement à mettre en œuvre les dispositions prévues par l'article 14 du TFUE, ainsi que les autres dispositions des traités concernant les SIG (protocole n°26, article 9 TFUE, ...).

Best wishes for 2011

Making SGI a main axis of the internal market and the EU 2020 strategy

The internal market is the key element of the European construction, its importance is undisputable. Yet, as underlined by Mario Monti in his report submitted to the Commission on May 10, 2010: "Today, the single market is not only disliked but it arouses, in many Europeans, mistrust, fear and sometimes open hostility." This distrust, or in some cases even hostility, is founded on the feeling that, as far as the European authorities are concerned, what matters is the dogma of promoting competition, not only in the economic field but also in the social and fiscal sectors as well. The EU, however, has the necessary means and the capacity to ensure that the internal market is organized in such a way as to benefit European citizens and residents. Throughout its territory it has set up services of general interest which are offering an overall good quality of services. This represents a significant competitive advantage in the competition framework of world-economy, provided that such services are enhanced rather than being treated as an encumbrance or still as a disgraceful malady. The Single Market Act puts forward several proposals relating to services of general interest but does not include them in a comprehensive pro-active policy. All SGI, whether economic or not, in all sectors - transport, telecommunications, postal services, social services and social protection, education, health or security of goods and people - affect the everyday life of citizens. SGI are probably one of the rare leverages held by the EU to enable it reverse the feelings of Europeans towards the internal market. It should harness it.

We suggest to the European Commission and to all EU institutions that, services of general interest be a major axis in the construction of this internal market and of the EU 2020 strategy.

J-C. Boual, K. Varin, P. Bauby

Services of General Interest

♦ **The Public services Intergroup**: On January 12, 2011, the Public Services Intergroup of the European Parliament received Michel Barnier, Commissioner for Internal Market, who came to speak about the services of general interest dimension of the Communication entitled "Towards the single market Act" (see bulletin 273). The Commissioner stressed that the text was the outcome of a collective work conducted with other Commissioners. He also recalled that priorities would be adopted this coming March and that, as a result, lines could still move. In his view, venues like the Intergroup can contribute in that direction and called on other Commissioners to give opinions on this subject. He strongly urged stakeholders of SGI and of the Civil Society to take part in the debate.

♦ **Social services of general interest: Hearing at the European Parliament**. During the public hearing at the European Parliament on the future of social services of general interest, held on December 9, 2010, by P. De Rosa, member of the of Socialists and Democrats (S & D) group and rapporteur on the SSI, the European Commission was unanimously questioned, by the participants, about its reluctance to implement provisions of Article 14 of the TFEU as well as other provisions of treaties regarding SGI (Protocol 26, Article 9 TFEU ...).

Les participants ont souligné le décalage entre cette inertie d'un côté et de l'autre côté l'interventionnisme de la Commission aux Pays-Bas pour fixer le plafond des revenus permettant d'accéder au logement social, affaire sur laquelle la Cour de justice a été saisie.

◆ **SSIG. Le Conseil** compétent en matière de politique sociale des 6 et 7 décembre 2010 a adopté des conclusions sur "Les services sociaux d'intérêt général au cœur du modèle social européen" dans lesquelles il invite le comité de la protection sociale à poursuivre ses travaux sur la question afin, notamment, de préparer le quatrième Forum sur les SSIG, répondant ainsi à une question posée lors du troisième Forum organisé à Bruxelles les 26 et 27 octobre 2010 par la présidence belge de l'UE. Il invite également la Commission, d'une part à fournir des informations plus précises sur l'application de la réglementation de l'UE aux SSIG afin d'améliorer la sécurité juridique, d'autre part à "préciser son point de vue sur la manière de déterminer si un service social est un service d'intérêt général à caractère économique ou non".

◆ **"Service public réglementé": extension du concept de service d'intérêt général ?**: Dans ses conclusions, le Conseil Transports du 18 novembre 2010 a discuté d'une proposition de décision relative aux modalités d'accès au "service public réglementé" offert par le système mondial de navigation par satellite issu du programme Galileo et conçu pour garantir la continuité de service pour les applications sensibles utilisées par les instances gouvernementales. "Le SPR est un service sécurisé et crypté pour les applications sensibles qui doit continuer à être opérationnel même dans les situations de crise où d'autres services peuvent être interrompus".

Ou'entend le Conseil par "service public réglementé", un service public n'est-il pas toujours soumis à une règle ? Galileo est manifestement un service européen d'intérêt général ; ce nouveau concept de "SPR" a-t-il pour but d'éviter d'employer celui de SIG européen ?

Conseil européen

On retiendra que le Conseil européen qui s'est tenu les 16 et 17 décembre 2010 a approuvé le texte d'une modification "limitée" du traité (article 136 TFUE) pour permettre la création d'un mécanisme permanent destiné à préserver la stabilité financière de la zone euro qui entrerait en vigueur en janvier 2013.

Consultations publiques

Le CELSIG a répondu à différentes consultations de la Commission européenne : Vers un acte pour le marché unique ; Energie 2020 : stratégie pour une énergie compétitive, durable et sûre ; Espace ferroviaire européen. Ces contributions peuvent être consultées sur www.celsig.org

Par ailleurs, nous retenons que dans son programme de travail pour 2011 (COM(2010) 623), la Commission annonce un allongement de la durée de consultation qui passera de 8 à 12 semaines en 2012 "pour renforcer le rôle des citoyens et des parties prenantes".

Nouveau site CELSIG

Nous vous invitons à visiter le site web du CELSIG www.celsig.org qui a été totalement rénové. Il comporte en particulier un moteur de recherche exclusif qui permet d'accéder en 3 clics à toute l'actualité européenne des 15 dernières années sur les services d'intérêt général, sur la base des 271 numéros parus de Nouvelles News Europe, avec deux approches, sectorielle et transversale.

Cet outil exceptionnel met à la disposition de tous les éléments de la problématique des services d'intérêt général et de l'intérêt général en Europe.

Participants stressed on the discrepancy between, on the one hand, this inertia and, on the other hand the interventionism depicted by the Commission in the Netherlands to set the income ceiling for access to social housing, of which case the Court of Justice was seized.

◆ **SSGI. The Council** responsible for social policy, which was held on 6 and 7 December 2010, adopted conclusions on "Social services of general interest at the heart of the European social model" in which it called upon the committee to continue its social welfare work on the issue in order to, in particular, prepare the Fourth Forum on SSGI. Thus, responding to a question raised at the third Forum, held in Brussels on 26 and 27 October 2010, by the Belgian Presidency of the EU. It is also inviting the Commission to, on the one hand, provide more precise information on the implementation of EU regulation regarding SSGI, in order to improve the legal certainty and, on the other hand, to "clarify its views on the how to determine whether a social service is a service of general economic nature or not."

◆ **"Public Regulated Service": extension of the concept of service of general interest?**: In its conclusions, the Transport Council which was held on 18th November 2010 discussed a proposal for a decision on the detail rules for access to "public regulated service" provided by the global navigation satellite system established under the Galileo programme and designed to ensure the continuity of service for sensitive applications used by government authorities. "The PRS is a secure, encrypted service for sensitive applications that need to continue to be operational even in crisis situations when other services may be cut off."

What does the Council intend by "Public Regulated Service"? Is a public service not always subject to a rule? Galileo is clearly a European service of general interest; is it that by this new concept of "SPR" one aims at avoiding the use of the current concept of European SGI?

European Council

It will be noted that the European Council held on 16th and 17th December 2010 approved the "limited" amendment text of the Treaty (Article 136 TFEU) to allow for the creation of a permanent mechanism to safeguard financial stability in the euro zone, which would come into effect in January 2013.

Public consultations

CELSIG has responded to various consultations launched by the European Commission: Towards a single market Act; Energy 2020: A strategy for competitive, sustainable and secure energy; European railway area. These contributions are available at www.celsig.org

Moreover, we note that in its Work Program for 2011 (COM (2010) 623), the Commission has announced an extension of the consultation period from 8 to 12 weeks in 2012 "in order to strengthen the roles of citizens and of stakeholders".

New site for CELSIG

We are inviting you all to visit our new CELSIG, www.celsig.org, website which has undergone dramatic renovation. It now includes, in particular, an exclusive search engine that provides access, in just 3 clicks, to any European news on services of general interest covering the last 15 years, based on the 271 published issues of the News Europe bulletin and offering two approaches, sectoral and transversal.

This unique tool places at the disposal of everyone all the information concerning the issues of services of general interest and of general interest in Europe.